

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

22 JUL. 2009

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de l'environnement et du tourisme

Annecy, le 2 juillet 2009

LE SECRETAIRE GENERAL CHARGE
DE L'ADMINISTRATION DE L'ETAT
DANS LE DEPARTEMENT

Arrêté n° 2009-1944

Installations classées pour la protection de l'environnement
S.A. DECHAMBOUX à La Roche-sur-Foron

VU le Code de l'environnement, et notamment le titre Ier du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu par l'article R. 512-45 du Code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n° 507-92 du 6 mars 1992 autorisant la S.A. DECHAMBOUX à exploiter un dépôt de produits chimiques et pétroliers neufs et un centre de regroupement de déchets industriels en zone industrielle de Dragiez, sur le territoire de la commune de La Roche-sur-Foron,

VU les arrêtés préfectoraux n° 2001-1943 du 19 juillet 2001 et n° 2007-984 du 3 avril 2007 complétant les dispositions de l'arrêté du 6 mars 1992 précité,

VU la circulaire NOR .INT.A.04.00072.C du 10 juin 2004 relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales,

VU le bilan de fonctionnement transmis par la S.A. DECHAMBOUX en date du 5 janvier 2009,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 avril 2009,

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 3 juin 2009,

CONSIDERANT le décret du 2 juin 2009 portant admission de M. le Préfet Michel BILAUD à la retraite à compter du 1er juillet 2009,

CONSIDERANT que l'article R. 512-45 du Code de l'environnement prévoit que le bilan de fonctionnement doit être déposé dans le but de réexaminer et, si nécessaire, d'actualiser les conditions de l'autorisation d'exploiter,

CONSIDERANT les mesures proposées dans le bilan de fonctionnement,

CONSIDERANT que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des meilleures techniques disponibles,

SUR PROPOSITION de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute Savoie,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

L'arrêté préfectoral n° 507-92 du 6 mars 1992, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2001-1943 du 19 juillet 2001 et n° 2007-984 du 3 avril 2007, autorisant la S.A. DECHAMBOUX, ci après dénommée « l'exploitant », à exploiter un dépôt de produits chimiques et pétroliers neufs et un centre de regroupement de déchets industriels en zone industrielle de Dragiez à La Roche-sur-Foron, est complété par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le bilan de fonctionnement transmis le 5 janvier 2009 et sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté et de celles des arrêtés préfectoraux n° 507-92 du 6 mars 1992, n° 2001-1943 du juillet 2001 et n° 2007-984 du 3 avril 2007 qui, sauf disposition contraire ci-après, restent applicables.

ARTICLE 3 : Emissions atmosphériques

3.1 - Définition

On entend par « composé organique volatil » (COV) tout composé organique à l'exclusion du méthane, ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 Kelvin.

Dans la suite du présent arrêté, le terme COV désigne à la fois des produits neufs et des déchets destinés à être éliminés ou valorisés.

3.2 - Emissions issues des cuves

L'exploitant devra mettre en place, **sous un délai d'un an**, sur chacune des cuves fixes de stockage contenant des COV :

- des clapets de décharge et des soupapes de décompression destinés à s'opposer aux émissions de ces composés par le phénomène de respiration des cuves,
- un dispositif d'équilibrage des vapeurs, permettant le transfert vers la citerne du camion d'approvisionnement, des vapeurs du réservoir fixe déplacées par le dépotage de produit liquide.

Un dispositif de limitation des émissions atmosphériques d'efficacité équivalente ou supérieure pourra le cas échéant être mis en œuvre **sous le même délai**, à la place des équipements précités, pour traiter les rejets des mêmes cuves.

Dans cette hypothèse, l'exploitant devra transmettre à monsieur le Préfet de la Haute-Savoie avec copie à l'inspecteur des installations classées, **sous un délai de trois mois**, un descriptif de l'équipement retenu précisant ses performances, accompagné d'un argumentaire technico-économique.

3.3 - Emissions issues du stockage de chiffons souillés

L'exploitant transmettra à monsieur le Préfet de la Haute-Savoie avec copie à l'inspecteur des installations classées, **sous un délai de trois mois**, une étude visant à déterminer précisément la nature et les caractéristiques des produits susceptibles d'être présents dans les chiffons souillés qu'il stocke sur son site, les émissions atmosphériques dont ces déchets sont à l'origine ainsi que les différentes solutions permettant de limiter ces rejets en précisant l'efficacité, les avantages et inconvénients de chacune d'elles. En conclusion de cette étude, la société DECHAMBOUX S.A. présentera le descriptif détaillé de la solution retenue accompagné d'un argumentaire technico-économique et d'un échéancier de réalisation qui **ne devra pas s'étaler au-delà d'un an à compter de la notification du présent arrêté.**

3.4 - Surveillance des émissions de composés organiques volatils

L'exploitant transmettra annuellement à l'inspecteur des installations classées un plan de gestion des composés organiques volatils quantifiant de façon argumentée les entrées et les sorties des installations de son site, et notamment les émissions atmosphériques. Ce plan, qui portera sur chaque année civile, devra être transmis **avant le 31 mars de l'année suivante.** Exceptionnellement, le plan relatif à l'année 2008 sera transmis avant le 30 juin 2009.

3.5 - Maintenance des équipements

L'exploitant établira et appliquera, **sous trois mois**, un programme d'entretien comprenant notamment la vérification de l'absence de fuites sur les organes et équipements (pompes, brides, vannes, joints...) susceptibles d'être à l'origine d'émissions non contrôlées. Il informera l'inspecteur des installations classées de la mise en application de ce programme.

3.6 - Limites d'émissions de COV

La limite annuelle d'émissions atmosphériques en COV est fixée à comme suit.

- 1300 kg pendant une période d'un an à compter de la notification du présent arrêté dont :
 - ✓ 670 kg de trichloréthylène,
 - ✓ 1030 kg de la somme des émissions de trichloréthylène, perchloréthylène et dichlorométhane,
- 850 kg au-delà d'un an à compter de la notification du présent arrêté dont :
 - ✓ 440 kg de trichloréthylène,
 - ✓ 675 kg de la somme des émissions de trichloréthylène, perchloréthylène et dichlorométhane à l'issue de cette période d'un an.

Ces limites pourront être revues à la baisse sur la base des propositions de l'exploitant concernant la réduction des émissions issues des chiffons souillés.

Enfin, le respect de ces limites réglementaires sera vérifié au travers du plan de gestion dont la réalisation et la transmission sont prescrites à l'article 3.4.

ARTICLE 4 : Effluents liquides

4.1 - Eaux usées domestiques

L'exploitant réalisera ou fera réaliser, **sous un délai de trois mois**, une étude visant à déterminer l'origine des polluants industriels présents dans les eaux usées domestiques et notamment des AOX et des hydrocarbures. Elle devra proposer en conclusion des dispositions permettant de supprimer ces composés dans ces effluents ainsi qu'un échéancier de réalisation qui ne devra pas s'étaler au-delà de **six mois après la transmission de l'étude précitée**.

Le maintien de polluants industriels dans le réseau domestique ainsi que les limites de concentrations devraient être dûment justifiés.

4.2 - Eaux pluviales

4.2.1 - Entretien du dispositif de traitement : Le décanteur séparateur d'hydrocarbures prescrit par l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 6 mars 1992 précité fera l'objet d'un entretien régulier et au moins annuel afin d'assurer un traitement efficace des eaux pluviales. Une procédure sera établie pour définir les conditions de cet entretien.

4.2.2 - Conception du dispositif de confinement : Le dispositif de fermeture du réseau d'eaux pluviales prescrit par les articles 2.5.2 et 2.5.3 de l'arrêté préfectoral du 6 mars 1992 précité devra se fermer automatiquement en cas de coupure de son alimentation électrique.

4.2.3 - Les limites de concentrations : Les limites de concentrations relatives aux hydrocarbures, aux AOX et aux phénols prescrites par l'article 2.3.1 de l'arrêté du 6 mars 1992 précité sont remplacées par les valeurs suivantes :

- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l,
- AOX : 1 mg/l,
- Indice phénols : 0,3 mg/l.

4.3 - Contrôles périodiques

L'exploitant fera réaliser des contrôles trimestriels des effluents pluviaux et domestiques par un organisme compétent, suivant les méthodes normalisées en vigueur, portant sur les paramètres suivants : pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux, AOX, indice phénols.

Le premier de ces contrôles sera réalisé avant le 30 juin 2009 au titre du deuxième trimestre de l'année 2009.

Les résultats de ces analyses seront transmis à l'exploitant dès qu'ils seront en sa possession.

La fréquence et la liste des paramètres de la surveillance des effluents domestiques pourront être allégées en accord avec l'inspecteur des installations classées sur la base des conclusions de l'étude prescrite à l'article 4.1.

ARTICLE 5 : Surveillance des eaux souterraines

Les prescriptions de l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral du 6 mars 1992 sont abrogées et remplacées par les dispositions ci-après.

La qualité des eaux souterraines de l'établissement sera contrôlée au moyen d'un réseau piézométrique constitué d'au moins un ouvrage en amont et deux en aval hydraulique. Leur positionnement devra être défini par un hydrogéologue qualifié.

L'exploitant réalisera une surveillance trimestrielle des eaux souterraines portant sur les paramètres suivants :

- pH,
- DCO,
- la conductivité,
- hydrocarbures totaux,
- PCB,
- Chlorure de vinyle,
- Dichlorométhane,
- Trans Dichloroéthylène,
- Cis Dichloroéthylène,
- Trichlorométhane,
- 1,1,1 Trichloroéthane,
- Tétrachlorométhane,
- Trichloroéthylène,
- Tétrachloroéthylène.

Les piézomètres précités devront être conformes à la norme AFNOR-FD-X 31-614 d'octobre 1999. Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000. L'impossibilité d'appliquer un de ces référentiels devrait être dûment justifiée et son impact sur les résultats d'analyses quantifié.

Tous les prélèvements d'une même campagne seront réalisés le même jour.

L'exploitant veillera que chaque année des prélèvements soient effectués en périodes de hautes eaux et de basses eaux.

Une mesure du niveau piézométrique sera réalisée dans chaque ouvrage lors de chaque prélèvement.

Le premier de ces contrôles sera réalisé avant le 30 juin 2009 au titre du deuxième trimestre de l'année 2009.

La fréquence des analyses pourra être semestrielle pour tout ou partie de la liste de paramètres précités, en accord avec l'inspecteur des installations classées, dans l'hypothèse d'une stabilité des teneurs mesurées sur quatre campagnes consécutives.

ARTICLE 6 : Prévention des incidents et accidents

6-1 - Prévention des déversements accidentels

L'exploitant mettra en place, sous un délai de trois mois, des procédures opérationnelles prévoyant la détermination précise de la disponibilité d'un creux suffisant avant chaque remplissage.

Ces dispositions seront complétées par la mise en place, sous un délai de six mois, d'une instrumentation sur chaque cuve permettant le contrôle du niveau de remplissage et avertissant l'opérateur suffisamment tôt avant un débordement afin qu'il puisse interrompre le chargement. Ces dispositifs devront également pouvoir être utilisés pendant les rondes pour vérifier l'absence de risques de débordement notamment du fait de la dilatation des produits sous l'action de la chaleur.

6-2 - Prévention du risque explosion

Les installations dans lesquelles une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître, notamment en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations, seront soumises aux dispositions qui suivent.

Le matériel électrique devra être choisi en fonction du risque d'apparition des atmosphères explosives et de la nature de celles-ci (gazeuse ou poussiéreuse).

Le zonage des installations sera réalisé selon les dispositions de la directive 1999/92/CE du 16 décembre 1999, dite ATEX (zones de type 0, 1 et 2).

Les matériels mis en place devront être compatibles avec le type de zone où ils sont installés (au sens de la directive "ATEX"), et devront être d'un type certifié selon l'approche de la directive 94/9/CE (transposée par le décret du 19 novembre 1996).

Les matériels électriques présents dans les ateliers seront repérés sur le plan de zonage vis-à-vis du risque d'explosion demandé au premier alinéa de l'article 6.1.3 de l'arrêté du 6 mars 1992 précité.

ARTICLE 7 : Cessation d'activité

En cas de mise à l'arrêt définitif d'une installation classée à l'intérieur de l'établissement, l'exploitant devra remettre le site concerné dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Dans ce cadre, l'exploitant notifiera au Préfet la date de cet arrêt au moins trois mois avant celui-ci. Cette notification indiquera les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comporteront notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En cas de libération d'une partie ou de la totalité des terrains, il sera fait application des dispositions des articles R.512-75 et R.512-76 du Code de l'environnement notamment pour déterminer l'usage futur du site libéré.

A tout moment, même après la remise en état du site, le Préfet pourra imposer à l'exploitant par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R.512-31 du Code de l'environnement, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts visés à l'article L.511.1 de ce même code. En cas de modifications ultérieures de l'usage du site, l'exploitant ne pourra se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage, sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage.

ARTICLE 8

En application de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu par l'article R.512-45 du Code de l'environnement, l'exploitant adressera à monsieur le Préfet de la Haute-Savoie un nouveau bilan de fonctionnement de l'ensemble des installations classées présentes dans l'établissement avant le 5 janvier 2019.

ARTICLE 9

Les délais fixés par le présent arrêté s'entendent à compter du jour de sa notification.

Le présent arrêté sera notifié au président directeur général de la S.A. DECHAMBOUX dont le siège social est établi 300, avenue Jean Morin en zone industrielle de Dragiez à La Roche sur-Foron.

Conformément à l'article L514-6 du Code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

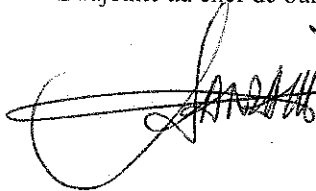
ARTICLE 10

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de La Roche-sur-Foron pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 11

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à monsieur le maire de La Roche sur-Foron.

POUR AMPLIATION,
L'adjointe au chef de bureau,



Enza SANZARI



LE SECRETAIRE GENERAL CHARGE
DE L'ADMINISTRATION DE L'ETAT
DANS LE DEPARTEMENT,

Signé

Jean-François RAFFY

